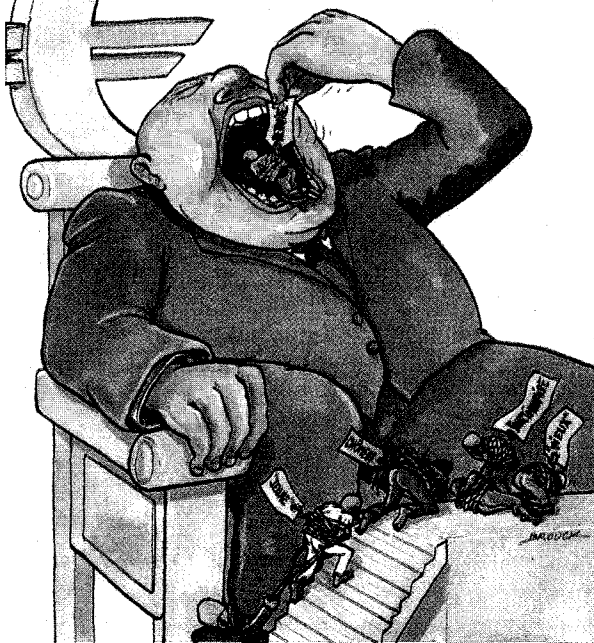


AUSTÉRITÉ

Montée du mécontentement des salariés en Europe



Après la confédération syndicale allemande DGB, qui a annoncé d'importantes manifestations à partir de la fin septembre, plusieurs syndicats britanniques ont appelé, le 12 septembre, à des

grèves «coordonnées» contre le plan d'austérité budgétaire en préparation outre-Manche, qui prévoit notamment la suppression de 610 000 emplois de fonctionnaires et l'accélération de la réforme des retraites.

«Je suis convaincu que nous pourrons organiser une campagne très puissante et très efficace», a déclaré Brendan Barber, Secrétaire général de la confédération des syndicats britanniques (TUC), qui tient son congrès du 13 au 16 septembre. Plusieurs responsables de syndicats se sont prononcés pour des grèves associant fonctionnaires et salariés du privé.

«Nous sommes tout à fait déterminés à forger des alliances avec l'ensemble des syndicats pour lancer une campagne de résistance telle qu'on n'en a pas vu depuis des décennies dans ce pays», a notamment déclaré Mark Serwotka, du syndicat PSC, qui représente, au sein du TUC, plus de 300 000 salariés, essentiellement du secteur public. «Une grève à une grande échelle est inévitable, à moins que le gouvernement ne change

de direction», a renchéri Bob Crow, Secrétaire général du syndicat de cheminots RMT.

«LE PAYS N'EST PAS SAUVÉ DE LA FAILLITE SI LE PEUPLE LUI-MÊME EST EN FAILLITE»

La veille, samedi 11 septembre, c'est en Grèce, à Salonique, que plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé à l'appel de la GSEE (Confédération générale des travailleurs grecs) et de la fédération des fonctionnaires ADEDY, dont le président a déclaré: «Le pays n'est pas sauvé de la faillite si le peuple lui-même est en faillite.»

En Espagne, le 9 septembre, pas moins de 16 000 délégués de syndicats de l'Union Générale des Travailleurs (UGT) et des Commissions Ouvrières (CC OO) étaient réunis à Carabanchel pour préparer leur grève générale du 29 septembre contre la réforme du droit du travail, le plan d'austérité, déjà adoptés, et la réforme des retraites imminente.